

LÉONARD N'SANDA BULELI

LE MANIEMA, DE LA GUERRE DE L'AFDL À LA GUERRE DU RCD

DEPUIS PLUS DE DIX ANS, LA TRANSITION EST EN RDC UN MODE DE VIE. AU MANIEMA, UNE PROVINCE NÉE DE LA DÉCENTRALISATION MOBUTISTE QUI DEVAIT SORTIR LE PAYS DE LA CRISE OUVERTE PAR LA ZAÏRIANISATION, LA DÉMOCRATISATION RIME AVEC LE POUVOIR ÉCHU AU PLUS FORT. LA GUERRE ACCENTUE CETTE TENDANCE. QUAND L'EXCEPTIONNEL EST LA NORME ET QUE LES SCIENCES SOCIALES PERDENT LEUR POUVOIR EXPLICATIF, IL FAUT COMMENCER PAR DÉCRIRE LE SAVOIR-FAIRE DE LA SURVIE.

Cette contribution relate de l'intérieur sept années de vie quotidienne du citoyen ordinaire au Maniema, en République démocratique du Congo. La province du Maniema est née en 1988 de l'expérience de décentralisation que Mobutu, à court de ressources pour financer la manipulation politique, a mise en place en transférant de nombreux mécanismes de contrôle et de pillage à la bourgeoisie politique qui en était originaire. Depuis la fin des années 1980, l'accumulation économique se faisait de moins en moins à Kinshasa et de plus en plus en province, ce mouvement s'étant accentué à partir de 1990. La population congolaise a vécu les péripéties de la vie politique sous la « transition à la démocratie » comme des manifestations de l'effondrement de la nation. Je propose au lecteur d'en suivre l'expérience au Maniema, en particulier dans le chef-lieu de cette province, la ville de Kindu.

Originaire du Maniema, j'ai eu l'occasion non seulement d'observer, mais aussi de partager les perceptions des conflits politiques locaux, parfois d'y être impliqué¹. J'ai surtout vécu la vie de tout le monde depuis la « transition mobutiste » jusqu'aux conflits qui affectent l'Est congolais depuis 1996. Dans

1. Chef de travaux à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu, j'ai reçu en 1993 la mission de créer un institut pédagogique à Kindu. J'y ai enseigné et j'ai été impliqué dans la vie politique provinciale sous Joseph Désiré Kabila. Fin 1999, menacé par le nouveau régime provincial, j'ai dû quitter le pays.

ce texte, qui est aussi un témoignage sur ces années de violence, je voudrais montrer comment ceux « d'en bas » vivent dans la guerre et « font avec » ; je voudrais aussi montrer comment les citoyens ordinaires interprètent le conflit et s'en représentent les acteurs (l'AFDL, le régime Kabila ou le RCD). Autrement dit, à travers l'expérience des citoyens du Maniema, ce texte examine « par le bas » les bouleversements qui s'opèrent en temps de guerre dans les pratiques et les imaginaires politiques populaires.

L'exercice n'est pas simplement académique. Envisager les chances de retour de ce pays à une vie politique et sociale comparable à celle de plusieurs autres pays d'Afrique, eux aussi sinistrés par les dictatures, exige en effet la connaissance des mécanismes de décomposition de l'espace qui constitue le dernier refuge du citoyen congolais, à savoir la rue, la place du village ou l'abri en forêt.

LA VIE AU MANIEMA PENDANT LA TRANSITION

La seconde république, née à la suite du coup d'État du colonel Mobutu en 1964, se caractérise au départ par une centralisation croissante de tous les pouvoirs à Kinshasa et par un discours qui légitime le nouveau pouvoir par la lutte contre le morcellement du pays et pour le rétablissement de l'ordre public et de l'unité nationale. La réduction drastique du nombre de provinces, l'interdiction de détenir une haute fonction politique ou administrative dans sa région d'origine et la circulation des fonctionnaires à travers le pays caractérisent l'ordre politique, qui dépend de plus en plus du Président lui-même. La réussite de la réforme monétaire, la bonne santé de l'économie, favorisée par les cours favorables du cuivre et un robuste appui occidental, ont garanti presque dix ans de prospérité. L'échec lamentable de la politique de l'« authenticité » et de celle de la « zaïrianisation » (remise entre les mains des nationaux – surtout les barons du régime – des entreprises appartenant aux étrangers) a mis fin à la popularité du régime et ouvert une crise économique qui, depuis, ne cesse de s'approfondir. Les deux guerres dites du Shaba ont secoué le régime et imposé à Mobutu certaines réformes, dont les élections législatives relativement libres de 1977. Depuis, le pouvoir n'a cessé d'échapper à Mobutu, de moins en moins capable de mobiliser personnellement les ressources financières exigées par la manipulation politique, pendant que les barons du régime s'enrichissaient et gagnaient progressivement en indépendance effective. En réponse au vœu exprimé par le troisième congrès du MPR-parti-État en 1984, Mobutu a décidé, en 1988, de tenter une expérience de décentralisation, officiellement pour « favoriser le développement en rapprochant l'administration de la base », en réalité parce que l'administration centrale n'arrivait plus à transférer vers les provinces les maigres rentrées fiscales. La province

du Kivu, choisie pour cette expérience, a été découpée en trois entités : le Nord-Kivu, avec comme chef-lieu la ville de Goma, le Sud-Kivu, avec comme chef-lieu la ville de Bukavu, et le Maniema, avec comme chef-lieu la ville de Kindu.

Le Maniema a été rapidement confronté à plusieurs facteurs défavorables, malgré les ressources naturelles de son sous-sol et un grand capital agricole. Potentiellement riche, la province n'a pas réussi à se montrer compétitive sur l'échiquier national, autant par son enclavement que par la désorganisation du réseau de transport, déjà en piteux état en 1982. Le Maniema se trouvait alors dans une situation d'extrême pauvreté, que la désorganisation de la vie économique et financière, depuis l'annonce de la démocratisation, puis les deux guerres, ont encore aggravée.

Contrairement à d'autres régions du pays que le discours de Mobutu du 24 avril 1990, annonçant la démocratisation de la vie politique du Zaïre, avait mises en effervescence, le calme le plus plat a régné au Maniema. Sa population ne s'est pas sentie concernée, Le MPR-parti État et ses structures provinciales ont continué à fonctionner comme auparavant. Jusqu'à la veille de la première guerre de Kabila en 1997, le Maniema était une province mobutiste. Le gouverneur de l'époque de la transition, maître Omari Léa Sisi, a continué à l'administrer avec les mêmes méthodes qu'à l'époque du MPR. Une timide opposition³ n'a commencé à poindre qu'à partir de 1993.

Sous cette administration, la population du Maniema, à l'instar du reste du Congo, a poursuivi sa petite vie de misère, faite surtout de débrouillardise. Les fonctionnaires et les enseignants, qui n'avaient plus touché leur salaire depuis de nombreuses années, se sont tournés vers les champs et l'élevage. Les écoles ont fonctionné au ralenti et, pour empêcher qu'elles ne ferment, les parents ont pris l'initiative de prendre en charge les salaires des enseignants sous la forme d'une redevance appelée « don ». Dans les milieux ruraux, où la circulation monétaire s'était tarie, les parents se sont acquittés de leur « don » en nature : riz, viande boucanée, poisson, etc., et les enseignants se sont faits commerçants pour disposer d'un minimum de numéraire. Il n'y avait plus de distinction entre le fonctionnaire et le petit entrepreneur, entre le salarié et l'agent de l'économie informelle, entre l'agent de l'ordre – policier ou soldat – et le bandit.

2. République du Zaïre, *Schéma régional d'aménagement : Maniema – Nord-Kivu – Sud-Kivu*, ministère de TPH, Office de planification et de développement du Québec, sl, sd.

3. Muselée et insignifiante, la contestation n'a commencé à ébranler les assises d'Omari Léa Sisi qu'avec l'arrivée des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire en 1993.

Les hôpitaux ont souffert d'une carence chronique de médecins. En 1993, pour une population estimée à 1 250 000 habitants, le Maniema ne disposait que de 25 médecins. Depuis, leur nombre a encore sensiblement diminué, notamment à la suite de la dernière guerre dite du RDC⁴. De nombreux charlatans ont profité de cette situation pour s'improviser médecins⁵. À l'instar des autres provinces, on a divisé l'espace sanitaire de la province en zones de santé⁶ : à partir d'un hôpital de référence, dont chaque territoire était doté, des centres de santé tenus par des infirmiers étaient supervisés par les médecins-chefs des zones. Le problème était encore plus dramatique sur le plan de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques. Il n'y avait aucune structure d'approvisionnement, et les formations médicales devaient se rabattre régulièrement sur le petit commerce local. Le marché des produits de première nécessité a remplacé la pharmacie, et n'importe qui s'est mis à vendre des médicaments sans en connaître l'usage, la posologie ni la date d'expiration. La population s'auto-administrait ces médicaments d'après les prescriptions véhiculées par la rumeur, et selon les possibilités monétaires de chacun.

Sur le plan social et économique, l'enclavement de la province du Maniema a été encore aggravé par la déchéance de la Société des chemins de fer de l'Est, incapable de satisfaire la demande locale. Les trains reliant Kindu à Lubumbashi et à Kalemie ont pratiquement cessé de circuler. Les rares trains encore en service, tout comme les bateaux fluviaux reliant Kindu à Kisangani, ne circulaient plus qu'occasionnellement⁷. Les denrées manufacturées de première nécessité, comme le sel, le sucre et le savon, etc., se sont raréfiées. La population a dû se rabattre sur les produits artisanaux traditionnels. On s'est mis à fabriquer son propre savon, connu sous le nom de « *kibobola* », qui a fait des ravages sur le plan dermatologique et sur celui de la lessive, son usage entraînant l'usure prématurée des habits, déjà très rares et excessivement chers. On s'est mis à manger sans sel. La malnutrition atteint de plein fouet non seulement les enfants, mais les adultes. On appelait ces derniers « *Bazungu ya Tshisekedi* » (« les Blancs de Tshisekedi⁸ »).

Sur le plan politique, on assistait à une empoignade entre l'ancien parti-État, le MPR, animé par le gouverneur Omari Léa Sisi, et le parti de l'opposition radicale, l'UDPS, dirigé par un autre avocat, maître Radjabu, et animé par des fonctionnaires de l'ethnie luba (originaires du Kasai) occupant plusieurs postes clés dans l'administration provinciale, notamment dans la justice. Omari Léa Sisi voulait garder le Maniema dans le giron de la « mouvance présidentielle », et tous les fonctionnaires de l'administration territoriale ainsi que les chefs coutumiers devaient faire allégeance au MPR sous peine de perdre leur poste. En revanche, la magistrature et certaines entreprises privées et para-étatiques se trouvaient aux mains de l'opposition. La propagande du

MPR utilisait tour à tour l'argent, l'intimidation et la délation. Son comité provincial avait mis sur pied plusieurs structures chargées de surveiller les activités politiques de l'opposition, de gérer celles du parti et de consolider sa position dominante. Omari Léa Sisi créa ainsi un « conseil des sages » occulte et informel dont faisaient partie un ou deux membres influents de chaque ethnie de la province. Les stratégies de consolidation de la position dominante du MPR y étaient discutées, ses membres étant chargés de corrompre les opposants ou de pratiquer à leur endroit la délation. Le caractère autoritaire d'Omari Léa Sisi, le clientélisme qu'il avait érigé en système d'administration et le zèle des militants, généralement recrutés parmi les jeunes désœuvrés, ont fait de la population une victime silencieuse.

En 1993, deux instituts ont créé leurs extensions à Kindu. Il s'agit de l'Institut supérieur pédagogique (ISP) et de l'Institut supérieur de développement rural (ISDR), tous deux basés à Bukavu. Leur présence a sensiblement modifié le comportement des acteurs politiques du Maniema. Le milieu universitaire étant, au Congo, généralement contestataire, l'opposition s'y est désormais établie. Les premières manifestations d'étudiants ont eu lieu en avril 1993, lorsque Omari Léa Sisi a tenté d'imposer par la force la circulation des billets de 5 000 000 Z, qui n'étaient pas acceptés ailleurs dans le pays, à l'exception du Katanga. À la suite d'une série de violences perpétrées par la gendarmerie nationale de la garnison de Kindu à l'endroit des commerçants, des vendeurs et des vendeuses du marché central, les étudiants ont rédigé un mémorandum

4. *Statistiques 1993*, Archives de l'Inspection régionale de la santé, Maniema, Kindu. Aujourd'hui, le nombre est tombé de 25 à 16 médecins: 2 à Kalima, 1 à Kampene, 1 à Kibombo, 1 à Kasongo, 1 à Kipaka, 1 à Lusangi et 9 à Kindu. Correspondance privée du Dr Saleh, médecin inspecteur régional du Maniema, reçue le 28 mars 2001.

5. Dans certaines zones, on a même vu pratiquer des opérations chirurgicales à domicile dans des conditions sanitaires effroyables et par des personnes qui n'étaient pas compétentes.

6. Il faut dire que la politique des zones de santé fait partie du programme élaboré conjointement par le ministère de la Santé de la république du Zaïre et l'OMS dans les années 1980.

7. Le train allant de Lubumbashi à Kindu (la distance est d'environ 1 500 km) pouvait mettre deux mois. Les responsables évoquaient le manque de carburant, mais c'est surtout l'incapacité des dirigeants de l'entreprise qui en était la cause. La plupart d'entre eux avaient été nommés pour des raisons clientélistes et n'avaient aucune formation pour exercer ces fonctions.

8. L'expression « *Bazungu ya Tshisekedi* » a probablement été lancée par la propagande du MPR/Maniema. Elle a commencé à circuler à Kindu, puis dans tout le Maniema, à partir de 1992, période pendant laquelle Étienne Tshisekedi était Premier ministre élu de la CNS. Les salaires des fonctionnaires n'étaient plus versés par l'administration centrale et la misère, puis la famine, se sont petit à petit installées. Souffrant de kwashiorkor, certaines personnes avaient une peau pâle et les cheveux décolorés, ce qui les rendait semblables aux albinos, ou encore aux Blancs. La propagande du MPR/Maniema a ainsi tourné en dérision les « performances » du gouvernement de Tshisekedi, qui avait promis le retour de la coopération européenne pour reconstruire le pays.

dénonçant les violations des libertés et organisé une marche de protestation qui impressionna la population⁹, apportant la preuve que la contestation était possible.

« BOKOBOMA BOKOLEMBA » : NAISSANCE DE L'OPPOSITION

Au Zaïre, l'armée, la gendarmerie et les services de sécurité ont plus contribué à la misère de la population civile qu'à sa sécurité. On dit souvent que l'irrégularité de la solde et l'extrême modicité de celle-ci ont poussé les agents de l'ordre à se servir directement sur le dos de la population. On parle également de divisions au sein de l'armée, certaines unités comme la Division spéciale présidentielle (DSP) ayant été plus favorisées que d'autres.

Il ne faut pas oublier que l'esprit colonial n'a jamais quitté l'armée après l'indépendance. En effet, la Force publique du Congo belge n'a jamais été une armée nationale, mais plutôt un service d'ordre chargé d'assurer des tâches d'imposition et de maintien de la discipline coloniale, une machine de coercition. La formation de soldat et celle de policier de l'administration locale allaient dans ce sens¹⁰. Au départ, le soldat conscrit n'était souvent qu'un marginal. N'allait à l'armée que le mauvais garnement du village, celui que tout le monde rejetait et dont le chef voulait débarrasser la communauté. Une fois dans l'armée ou dans la police, la recrue retournait le mépris dont elle avait été victime à la société qui l'avait rejetée. La formation reçue inculquait la supériorité à l'égard du civil, la force dont le soldat était l'instrument lui servant à se faire respecter. L'indépendance n'a pas changé l'esprit colonial; le dernier commandant belge de la Force publique ne s'est pas trompé en affirmant en 1960 que, dans l'armée, « l'avant-indépendance égale l'après-indépendance ». Libéré des contraintes que lui imposait la discipline, le soldat s'est transformé en oppresseur du citoyen. Le mauvais encadrement et le relâchement de la discipline ont fait du soldat et du policier des prédateurs. La transition démocratique et ses turpitudes sont venues exacerber cette tendance culminant dans les pillages du début des années 1990.

Au Maniema, la garnison de la gendarmerie nationale a été renforcée en 1994 par un contingent de la fameuse garde civile. Les hommes de ce corps d'élite étaient pour la plupart de jeunes désœuvrés de Kinshasa, recrutés selon les critères clientélistes et rapidement formés au centre d'instruction de Kibomango, près de Kinshasa. La population du Maniema connaissait de réputation la garde civile, célèbre pour la violence et la brutalité de ses méthodes. L'opinion publique accusa le gouverneur Omari Léa Sisi d'avoir demandé son affectation à Kindu pour imposer les billets de 5 000 000 Z et pour consolider la terreur. Effectivement, l'arrivée de la garde civile a ajouté l'insécurité à la misère des

habitants. Des incidents ne tardèrent pas à éclater, tel ce malade mental inoffensif qui fut tué par balle au cours d'une patrouille nocturne de la garde civile, qui ne s'est même pas souciée de ramasser le corps. Les étudiants des instituts universitaires de Kindu ont organisé une marche de protestation qui manqua tourner à la tragédie. Entraînant la population au rythme du chant « *bokoboma bokolemba* » (« vous tuerez et vous serez fatigués »), les étudiants ont failli déclencher une émeute. Celle-ci fut évitée de justesse grâce à l'habileté du commandant de la 7^e circonscription militaire du Maniema.

L'arbitraire, la prédation et le racket constituaient le comportement type des agents des services provinciaux de sécurité. La plupart d'entre eux avaient été engagés sur recommandation d'Omari Léa Sisi en fonction de leur appartenance au MPR et de leur fidélité au gouverneur.

Telle était donc la situation de la population du Maniema à la veille de son invasion par l'AFDL. Les exactions commises par l'armée, la gendarmerie, la garde civile et les services de sécurité ne pouvaient que prédisposer les gens à accueillir ceux que les radios étrangères présentaient comme des soldats disciplinés.

LA GUERRE DE L'AFDL ET L'IMPLANTATION DE L'ADMINISTRATION DU RÉGIME KABILA

L'AFDL a été accueillie avec enthousiasme de Goma à Kinshasa. Plusieurs chaînes de télévision du monde ont montré un Kabila sourire aux lèvres haranguant les foules en liesse. La population était heureuse de retrouver la liberté, d'être débarrassée des Forces armées zaïroises (FAZ) et des abus d'une administration corrompue. L'aspiration à la « délivrance » – quelle qu'en soit l'origine – et la joie de voir la soldatesque des FAZ s'enfuir ont fait oublier la présence insolite des soldats de l'Armée populaire rwandaise de Kagame parmi les troupes de l'AFDL. La « libération » par Kabila portait déjà les germes de sa corruption, mais l'enthousiasme et l'émotion empêchaient de l'examiner de plus près.

9. Comme la gendarmerie n'intervint pas, cette marche fut considérée par les étudiants comme une victoire. Le gouverneur Omari Léa Sisi dut faire marche arrière en composant avec ces derniers. Le syndrome des massacres de Lubumbashi aidant, il organisa une grande rencontre avec eux pour discuter des questions posées dans le mémorandum. La rencontre se transforma en un forum qui remit en question toute la gouvernance de la province.

10. Je me souviens de mon oncle paternel Kandangwe, sergent de la force publique, qui disait qu'au centre d'instruction de Lokandu, les instructeurs leur apprenaient que les civils étaient des « *basenji* » (« sauvages » indisciplinés) qui ne travaillaient que sous la contrainte.

Entre la crainte et l'espoir

Lorsqu'en septembre 1996 la guerre dite des Banyamulenge éclate dans la plaine de la Ruzizi, la population du Maniema est loin du front et en entend à peine parler par les radios étrangères. Elle éprouve une légère appréhension, mais personne ne pense que la guerre pourrait s'étendre. On ne l'a prend au sérieux que lorsqu'elle devient la guerre de l'AFDL¹¹. Les villes de Goma, de Rutshuru, de Beni, d'Isiro et de Bunia tombent successivement sans grande résistance. Des civils de Bukavu et de Goma, ainsi que des déserteurs des FAZ, commencent alors à affluer vers Kindu, apportant un lot d'informations – souvent exagérées – qui minent le moral de la population.

Les appréhensions se sont transformées en véritables craintes en décembre 1996, quand les troupes de l'AFDL se sont emparées de la localité de Shabunda – la porte d'entrée au Maniema. Les brimades de plus en plus sauvages auxquelles était soumise la population de la part des soldats des FAZ en déroute ne rassuraient personne. L'afflux massif des déplacés de guerre venus de Goma et des réfugiés hutu rwandais fuyant les camps de réfugiés du Sud-Kivu a fait craindre le pire. Ces derniers arrivaient par vagues successives, pillant les champs pour se nourrir. Dans le territoire de Pangi, frontalier de Shabunda, les villages se sont vidés et les habitants ont déménagé dans les campements de brousse dits « *mangele* », mouvement suivi par les habitants de la ville minière de Kalima.

Une timide sympathie à l'égard de l'AFDL a commencé à poindre en février 1997. En effet, la prise de Kalima, à la mi-février 1997, a amplifié à Kindu les exactions des soldats des FAZ et des agents des services de sécurité. L'écho favorable rapporté par des radios étrangères citant les habitants des territoires « libérés » a contribué à faire pencher la balance en faveur de l'AFDL. Les gens se sont mis à désirer l'arrivée rapide des troupes de Kabila afin d'être débarrassés des FAZ¹². Dans ces circonstances, les habitants de Kindu ont facilité la prise de leur ville par l'AFDL. Dans la nuit du samedi 1^{er} mars au dimanche 2 mars 1997, les troupes de Kabila ont traversé le fleuve Congo grâce au concours des passeurs-piroguiers de la commune d'Alunguli. Ils ont pris à revers les soldats des ex-Forces armées rwandaises (hutu) qui défendaient la ville après la désertion des soldats des FAZ.

Les premières impressions des habitants étaient bonnes. La discipline et l'ordre de ces soldats contrastaient en effet avec les exactions perpétrées par les soldats des FAZ. Bon nombre d'entre eux étaient des gamins – les habitants de Kindu les ont surnommés « *kadogo*¹³ » – qui ne demandaient rien à la population. Au contraire, ils avaient supprimé les barrages routiers qui grouillaient sur les routes du Maniema, pillant les commerçants et les voyageurs sous prétexte d'intercepter l'ennemi. Il n'y avait plus de couvre-feu, et chaque citoyen vaquait à ses occupations de survie sans crainte pour sa sécurité.

Laurent Désiré Kabila est arrivé à Kindu le 4 mars 1997 dans la matinée et y a tenu un meeting. Ses paroles rassurantes, l'autopsie qu'il a dressée du régime de Mobutu et les thèmes de reconstruction nationale qu'il a exploités, non sans démagogie, ont convaincu la population que les temps avaient changé.

La suite devait montrer combien la population avait fondé son espoir en Kabila. Celui-ci a dit aux fonctionnaires, aux enseignants et autres agents de l'État que les difficultés de la guerre et la mauvaise gestion du pays par le régime de Mobutu ne lui permettaient pas de payer les salaires dans l'immédiat. Il a demandé à tout le monde de concéder de nouveaux sacrifices, de se remettre au travail sans salaire. C'était le seul moyen, disait-il, d'espérer redresser le pays et de permettre à tout le monde de toucher à l'avenir un salaire convenable. On lui a fait confiance et tout le monde s'est remis au travail. Dans les écoles, les parents ont continué la pratique du « don » ; les enseignants étaient au travail. La paix revenue, les commerçants de Kindu, organisés en Association des commerçants du Maniema, sont partis à l'assaut des centres urbains de Goma et de Bukavu pour alimenter la ville en denrées de première nécessité. Le désenclavement vers l'est, intervenu à la mi-avril 1997, et l'arrivée du premier train en provenance de Kalemie ont permis au Maniema de sortir petit à petit de sa torpeur.

L'espoir et la confiance de la population en Kabila n'étaient pas seulement liés à la déroute des armées de Mobutu. Ils étaient également dus à l'assainissement de l'environnement politique. Le gouverneur Omari Léa Sisi a fui avant l'arrivée des *kadogos*. Peu après la prise de la ville de Kindu, l'AFDL a organisé les élections de gouverneur de province. Un universitaire, Pierre Lokombe Kitete, a été élu au Maniema, à l'instar d'Anatole Bishikwabo (historien et directeur de l'Institut pédagogique supérieur) à Bukavu. Lokombe Kitete s'est associé à des enseignants des instituts universitaires pour réfléchir à l'avenir de la province. Il a organisé un colloque afin de diagnostiquer les facteurs de blocage du développement du Maniema et d'envisager des solutions appropriées. Le succès a été immense, et le rapport de 200 pages que Lokombe Kitete a présenté à Laurent Désiré Kabila a fait une bonne impression¹⁴.

11. En effet, tout le monde croyait que cette guerre s'arrêterait assez tôt, puisqu'elle n'était qu'un conflit ethnique local comme tant d'autres auxquels on était habitué depuis un certain temps au Nord- et au Sud-Kivu. Les gens du Maniema pensaient que les FAZ avaient une grande capacité de réplique, surtout après les annonces intempestives des contre-offensives « totales et foudroyantes », selon l'expression consacrée par les gouvernements Kengo et Likulia.

12. Les habitants de Shabunda, par exemple, allèrent eux-mêmes chercher les soldats de l'AFDL à Bukavu et à Mwenga, facilitant la prise de cette ville pour se débarrasser des FAZ.

13. « Petit » en swahili, ce qui signifie autant de petite taille que jeune ou cadet social.

14. D'aucuns disent que ce rapport lui a valu d'être nommé en mai 1997 ministre de l'Énergie dans le premier gouvernement de Kabila.

Les premiers salaires ont été payés en juillet, soit quatre mois après la prise de Kindu. Ils ont été versés au taux fixé par le dernier gouvernement zaïrois de Likulia, salaires de misère rongés par l'inflation, mais la population gardait l'espoir. La paix et la quiétude devaient être préservées à tout prix, personne ne voulait voir revenir les turpitudes du régime précédent et tous avaient appris à « se débrouiller ».

**« NI DEREVA NJO ANABADIRIKA TU, LAKINI GARI NI ILE ILE »,
OU LES ERREURS DE L'AFDL**

Le capital de confiance dont disposait le nouveau régime a été affaibli par le choix des représentants de l'AFDL au Maniema. Tous, ou presque, étaient originaires de la province, mais la plupart n'avaient qu'une expérience politique limitée, tout en ayant été compromis aux yeux de la population par leur collaboration avec l'ancien régime. Le coordinateur provincial, Nyembo Simaundu, était natif du territoire de Kabambare, dans le Maniema méridional. Avant l'arrivée de l'AFDL, il était fonctionnaire à la Division provinciale du tourisme de la province du Nord-Kivu, mais les habitants du Maniema le connaissaient davantage comme chef de la troupe d'animation politique du MPR en 1988 ; il chantait alors les louanges des dignitaires du régime honni.

D'autres représentants de l'AFDL n'étaient pas non plus à l'abri des critiques. Le chargé du Département de l'information était un ancien pasteur anglican. On disait à Kindu que c'était un repris de justice impliqué dans le détournement des fonds de l'Église anglicane à Kibombo. Le chargé du Département de transport et communication était auparavant gérant de l'agence locale de la compagnie aérienne Shabair. Impliqué dans les malversations financières ayant conduit à la fermeture de cette agence, il n'inspirait pas plus confiance. Ces personnes ayant été chargées de l'implantation de l'AFDL au Maniema, les habitants pensaient que leur mission serait temporaire, et ils se préparaient à prendre la relève. Contre toute attente, les délégués ont commencé à s'installer dans la province, certains ont même fait venir leurs familles et se sont approprié de belles villas laissées par les barons de l'ancien régime.

Mais les abus de pouvoir auxquels se sont livrés des délégués de l'AFDL ont contribué davantage à discréditer le mouvement aux yeux de la population locale. Les dignitaires de l'ancien régime possédaient au Maniema de nombreux biens immobiliers et fonciers. Bien qu'acquis dans l'ensemble de manière douteuse, pour les habitants du Maniema ces propriétés faisaient partie du patrimoine local. Les villas de Thambwe Mwamba et de Mwanayile – les seules construites après l'indépendance – faisaient la fierté de la ville de Kindu. L'important charroi automobile de Ngongo Luwowo – malgré son

acquisition « douteuse » auprès des dignitaires hutu rwandais en fuite après le génocide de 1994 – avait contribué à améliorer le transport des biens et des personnes. L'ancien secrétaire général du MPR, Kithima Bin Ramazani, possédait plusieurs palmeraies dans le territoire de Kibombo, acquises lors de la zaïrianisation. Elles n'étaient plus entretenues depuis longtemps, mais de nombreux paysans y cultivaient des champs et coupaient des régimes de noix de palme. L'huile qui en était extraite constituait pour eux une source de revenu monétaire non négligeable. Qu'importe leur origine « douteuse », ces biens aidaient les gens à survivre.

Les délégués de l'AFDL ont repris la rengaine de la Conférence nationale souveraine, rangeant ces biens sous l'étiquette de « biens mal acquis ». Sous prétexte que leurs anciens propriétaires étaient des mobutistes, les nouveaux hommes forts pratiquèrent l'expropriation pour leur propre bénéfice. Les villas de Thambwe Mwamba, de Ngongo Luwowo et de Mwanayile ont été occupées par les officiers rwandais et katangais (les « gendarmes katangais » venus de l'Angola) ainsi que par quelques délégués, dont Nyembo Simaundu. La belle voiture de Thambwe Mwamba a été attribuée au gouverneur de la province. Le charroi automobile de Ngongo Luwowo, de Mwanayile et de Kithima Bin Ramazani a été partagé entre les délégués et, faute d'entretien, mis hors service en trois mois. La station de radio FM, installée par Thambwe Mwamba, et celle de la télévision de Ngongo Luwowo furent confisquées alors que les antennes relais, qui se trouvaient à Kalima, ont été pillées par les officiers rwandais.

De fréquentes querelles opposaient les délégués à l'administration. Elles concernaient le partage des biens confisqués et des rivalités tribales. Dans la politique provinciale au Maniema, les ethnies jouent toujours un rôle très important, voire essentiel. Le contrôle du pouvoir y passe par des alliances ethniques conclues au bénéfice de quelques dignitaires. Le coordonnateur provincial de l'AFDL/Maniema, Nyembo Simaundu, était de l'ethnie bangubangu, politiquement opposée à l'ethnie binja. Dans l'équipe provinciale de l'AFDL, Nyembo avait en face de lui deux délégués originaires de l'ethnie binja qui contestaient son pouvoir¹⁵. D'autres délégués prétendaient aussi à la responsabilité de coordonnateur : les Lega du territoire de Pang'i avaient un représentant au sein de l'équipe en la personne de l'adjoint de Nyembo. Or, les Lega sont les alliés traditionnels des Binja. Face à eux, les Kusu, adversaires des Lega, disposaient de deux représentants qui aspiraient aussi au leadership.

15. La délégation de l'AFDL arrivée au Maniema le 3 mars avec Mwenze Kongolo, chef du département de la Justice, n'avait pas de comité de direction. Sous l'initiative de Mwenze Kongolo, les délégués ont élu Nyembo comme coordonnateur de l'équipe. La légitimité de Nyembo venant des délégués, celui-ci n'était à leurs yeux qu'un « *primus inter parens* » et non un chef.

Les empoignades fréquentes entre les délégués et les campagnes de dénigrement auprès du public n'ont pas contribué à la crédibilité de cette équipe. Le parquet de grande instance de Kindu a mené plusieurs enquêtes sur la disparition de nombreux biens et de grosses sommes d'argent en devises. Même si la responsabilité en a été imputée au coordonnateur et à ses adjoints, ces derniers sont restés en poste. Ceux qui ont été placés en résidence surveillée se sont évadés pour se réfugier à Goma.

L'administration provinciale, se considérant comme le représentant de l'État, a refusé de se soumettre à l'équipe politique installée par l'AFDL. Les querelles entre ces deux groupes, ponctuées par des moments de crise¹⁶, ont privé l'AFDL de l'estime initialement acquise auprès de la population du Maniema. Celle-ci a été désabusée par les malversations de l'équipe de l'AFDL. D'où l'expression couramment entendue dans la rue : « *Ni dereva njo anabadirika tu, lakini gari ni ile ile* » (« C'est seulement le chauffeur qui a changé, mais le véhicule est le même »). Les abus commis par les représentants de l'AFDL n'ont pourtant pas nui à l'image de Kabila, qui est demeuré un héros populaire.

« **KUTOSHA NYAMA YA UTAMU NDANI YA KINYWA** » :

UNE NOUVELLE COLONISATION

Beaucoup de personnes interrogées à Kindu disent que la nouvelle guerre leur a arraché « le délicieux morceau de viande qu'elles avaient dans la bouche » (« *Kutosha nyama ya utamu ndani ya kinywa* »). Les espoirs nés de la « libération » se sont effondrés, laissant place à une profonde frustration.

Les raisons de la chute de Kindu

Les événements qui ont déclenché la guerre du 2 août 1998 semblent avoir été bien préparés. Les affrontements ont éclaté simultanément dans bon nombre de villes congolaises : Kinshasa, Kisangani, Bukavu, Goma et Kindu. Dans cette dernière, un commandant local d'origine banyamulenge – Moïse Rusagira – a tenté en vain d'investir la ville pour en faire une base avancée, à l'instar de ce qui s'est passé à Kisangani. La vigilance du contingent « katan-gais » l'a mis en échec. Avec les survivants de son bataillon, il s'est enfoui dans la forêt pour gagner Bukavu.

Les habitants du Maniema ne pensaient pas que la seconde guerre allait les atteindre de la même façon que la première. Progressivement, la peur puis le désespoir ont commencé à les gagner chaque jour davantage, d'autant que la propagande de l'AFDL donnait à la situation militaire une tournure dramatique. Ainsi sont nés à Kindu les groupes d'autodéfense populaire, supervisés par les responsables provinciaux et urbains de l'AFDL. Des barrages routiers

ont été érigés et des barricades mises en place sur les artères de la ville, officiellement pour prévenir les infiltrations. L'« espionite » empoisonnait l'atmosphère, et les victimes tombèrent¹⁷ longtemps avant la chute de la ville aux mains du RCD.

En octobre 1998, la perte de Kindu par l'AFDL a bouleversé la donne de la deuxième guerre congolaise. Cette ville constituait un bastion à partir duquel l'armée du gouvernement de Kinshasa annonçait sa contre-offensive vers l'est. Près de trente mille hommes bien armés y étaient groupés. La forêt du Maniema constituait un allié gouvernemental non négligeable, puisque les Forces armées congolaises pouvaient compter sur l'appui de la population locale. Pourtant, la ville est tombée sans grande résistance de l'armée, et sa chute a ouvert à la rébellion la route du Kasai et du Katanga.

Comment expliquer cet échec ? Il faut d'abord retenir les failles de l'administration provinciale, dont la gestion complaisante a été porteuse de graves erreurs. Le gouverneur s'est avéré incapable d'imposer son autorité sur les services spécialisés mis à sa disposition. L'armée, la police et les services de sécurité lui échappaient. Plusieurs informations politiques et militaires ne lui ont jamais été communiquées. Les querelles byzantines entre le comité provincial de l'AFDL et le gouverneur de province ont eu une influence dramatique sur la défense et sur le moral. L'AFDL n'a apporté au gouverneur aucun concours, torpillant plutôt ses activités et affichant une passivité fatale pour la cause.

En ville, on a fait circuler de drôles d'histoires sur le gouverneur : on parlait de ses frasques, de ses exhibitions et de ses scènes d'ivresse en public. Les trois quarts de ce que l'on racontait étaient peut-être faux, ces rumeurs illustrent néanmoins l'opinion combien négative que la population avait de son gouverneur. Les gens racontaient qu'il aurait favorisé la fuite du commandant Moïse, rendant inopérants les services de sécurité, de la police et de l'armée. Celui-ci, cohabitant avec l'une des cousines du gouverneur, en serait devenu en quelque sorte le beau-fils. On disait aussi que la rébellion du RCD avait

16. Le siège de l'AFDL/Maniema a été mis sous scellés par le parquet de grande instance de Kindu sur ordre du procureur de la République qui, à la suite d'une plainte du gouverneur de province et de la famille de Ngongo Luwowo, propriétaire de l'immeuble, enquêtait sur les biens saisis par l'AFDL, dans le cadre des enquêtes sur les « biens mal acquis » qui auraient été détournés par les délégués. Le conflit prit fin de façon rocambolesque lorsque le commandant « katangais » de la garnison de Kindu – qui estimait que l'AFDL ne devait pas être soumise au gouverneur et au parquet – a pris d'assaut le parquet et le gouvernorat pour exiger que les scellés soient enlevés. Le gouverneur et le procureur de la République ont été séquestrés par les soldats pendant une demi-journée avant d'abandonner les poursuites.

17. Un enseignant de l'ethnie tetela de la localité de Wembonyama fut brûlé vif parce que les miliciens d'un groupe d'autodéfense populaire avaient confondu sa morphologie avec celle d'un Tutsi...

promis un poste ministériel au gouverneur, à condition qu'il facilite la prise de Kindu. Le commandant Moïse aurait – paraît-il – apporté au gouverneur une grosse somme d'argent destinée à corrompre les services de sécurité.

La création du RCD et la présentation de ses animateurs a ravivé l'animosité ethnique. Les Lega ont été accusés en bloc de connivence avec les rebelles parce qu'un des leaders du RCD, Arthur Z'Ahidi Ngoma, était un Lega du territoire de Pangî. Les Kusu aussi ont été accusés de collaboration avec l'ennemi après que l'on a appris que Thambwe Mwamba faisait partie des leaders rebelles. L'élite de ces deux ethnies a été étroitement surveillée, au point où le nouveau président provincial de l'AFDL/Maniema, Asumani Mekungu, pourtant nommé par Kabila en juin 1998, a été emprisonné parce que lega. Il a été accusé de détenir des informations relatives à l'avancée des rebelles¹⁸.

« HATUTATOKA PORINI MPAKA BAADAYE KABILA ARUDI » :

LA VIE SOUS L'ADMINISTRATION DU RCD

Le RCD est impopulaire dans les territoires occupés du Maniema. Lors de la chute de Kindu, la grande majorité des habitants de la commune d'Alunguli, sur la rive droite – qui ont jadis aidé les *kadogo* à traverser le fleuve –, ont déménagé en brousse. Ayant emporté tout ce qui pouvait leur permettre de mener une vie normale, cette population s'est installée pour un an dans les campements *mangele*. Elle y a créé des marchés, des dispensaires, des écoles, des cabarets, des terrains de sport, bref, tout ce qui pouvait l'aider à attendre le retour des temps meilleurs. Chaque fois que l'on a demandé à ces habitants de revenir en ville, la réponse a toujours été la même : « Nous ne sortirons de la brousse qu'avec le retour de Kabila » (« *Hatutatoka porini mpaka baadaye Kabila arudi* »). Ou encore : « La guerre n'est pas finie. Kabila va venir chasser les Rwandais et les gens du RCD¹⁹. »

Il a fallu que l'administration provinciale envoie l'armée rwandaise pour avertir les gens que tous ceux qui seraient trouvés en brousse seraient considérés comme des guerriers *mai-mai* ou comme leurs sympathisants, et traités comme tels. Au cours d'une de ces expéditions, un enseignant, qui se rendait en ville avec sa femme pour vendre des produits agricoles, a été tué, ce qui a déclenché un mouvement de panique. La population a regagné la cité.

Malgré une bonne discipline des troupes rwandaises, la population du Maniema refuse toujours d'accepter leur présence. Des quolibets de toute nature ridiculisent les Rwandais. On les appelle les « *noko* » (oncles), comme on appelait jadis les Belges colonisateurs, ou encore « les Français », par comparaison avec l'intervention française au Rwanda²⁰.

L'animosité à l'égard des Rwandais vient surtout du pillage et de la sur-exploitation des ressources naturelles de la province. La population du Maniema voit dans la présence rwandaise une nouvelle et inacceptable forme de colonisation.

« Le *black out* sur ce qui se passe au Maniema, rapporte *Le Courrier du Sud*, fait que la communauté internationale ne se rend pas compte de l'ampleur du désastre socio-économique apporté par ce fléau qu'est la rébellion du RCD dans une province qui n'était déjà pas brillante en temps de paix ! Non seulement les quelques maigres activités économiques se trouvent paralysées, mais en plus les populations sont désillusionnées et assistent impuissantes au pillage systématique de leur province orchestré par les occupants rwandais et leurs compères congolais du RCD²¹. »

L'auteur de ces propos ajoute que les hôpitaux de Kindu, de Kasongo, de Kibombo et de Kampene, ainsi que les centres de santé de Kama, de Kipaka, de Samba et de Wamaza, ont été pillés, et que le butin a été emporté au Rwanda par les avions des compagnies rwandaises installées à Kindu. L'hôpital général de Kindu aurait été dépouillé de tous ses équipements : lits et matelas, bloc opératoire, pharmacie, etc. Le Réseau européen pour le Congo rapporte dans son édition du mois de mars 2000 que :

« Les richesses naturelles du Maniema ont attiré beaucoup d'affairistes rwandais qui sont venus s'y installer, notamment à Kindu, avec des entreprises de façade : CAGL (Compagnie aérienne des Grands Lacs), Air Navette, Best (succursale d'une fabrique de cigarettes), sans compter une inflation de comptoirs d'achat des minerais et des pierres précieuses qui n'ont ni nom ni identification commerciale connue et qui opèrent à l'aise, protégés par une forte armée rwandaise d'occupation installée au Maniema. Sur le plan agricole, des cargaisons entières des produits vivriers divers (huile de palme, riz, arachides, maïs) partent chaque jour directement sur le Rwanda sans transiter par une quelconque douane, qui n'existe d'ailleurs pas.

18. En réalité, Asumani Mekungu a été emprisonné pour avoir critiqué la gestion de la guerre du Maniema dans un message envoyé au président de la République, dans lequel il demandait le limogeage du gouverneur de province et du commandant des opérations du Maniema afin d'empêcher la chute de Kindu.

19. Quelques bombardements nocturnes opérés par l'aviation zimbabwéenne soutenant Kabila ajoutaient un grain de sel à la rumeur du retour de Kabila.

20. On peut voir également dans ce refus de cohabiter avec les Rwandais des raisons historiques liées à la colonisation belge. Les ouvriers rwandais recrutés alors pour les compagnies minières du Maniema ont été considérés comme des gens « inoffensifs », timides, et dont l'hygiène laissait à désirer. Il semblait donc inconcevable que les Rwandais puissent dominer les Congolais.

21. F. Mali-ya-Tabu, « À propos du pillage au Maniema », *Le Courrier du Sud*, n° 1, 6 décembre 1999, p. 6 (feuillet d'information des Congolais d'Allemagne).

Des avions venant d'ailleurs directement du Rwanda atterrissent aux aérodromes parsemés dans tout le Maniema et repartent directement sur Kigali avec des produits miniers et agricoles au vu et au su des autorités rebelles congolaises sans qu'aucune d'elles lève son petit doigt pour savoir ce qui se passe²². »

Les autorités militaires rwandaises, qui coiffent les services de renseignements des rebelles congolais, n'hésitent pas à utiliser la bastonnade et la torture pour n'importe quel motif, si banal soit-il²³. Contre les milices *mai-mai*, l'armée rwandaise d'occupation réagit par des représailles contre la population civile. *Le Courrier du Sud* rapporte ainsi :

« En mars 1999, des guerriers *mai-mai* sont venus des confins de Fizi-Kalembelembe. Ils envahissent le Maniema méridional avec l'intention de s'emparer de Kindu aux mains des armées rwandaises. Des combats meurtriers font rage dans les territoires de Kabambare, de Kasongo et de Pangi. On se bat durement à Kipaka, à Bikenge, à Kayuyu, à Kampene et à Kama. Les pertes en vies humaines sont très importantes à cause de l'intensité des engagements et de la détermination des belligérants. Et lorsque à court de munitions les guerriers *mai-mai* se retirent, les armées rwandaises s'en prennent aux populations civiles qu'elles accusent de complicité avec les assaillants. C'est ainsi que les villages de Kipaka, de Saïdi, de Rudika, de Kayuyu et de Kingombe Bari sont incendiés en mai 1999 et les populations mises en fuite, perdant ainsi de nombreux biens. À Saïdi, un infirme qui protestait contre l'assassinat de son fils sera jeté vivant par des soldats tutsi dans la fournaise de sa maison en feu²⁴. »

Un administrateur rebelle du territoire de Punia, au nord du Maniema, a rencontré un jour Thambwe Mwamba pour l'informer du pillage systématique du coltan par des affairistes rwandais venant directement de Kigali par avion. Pour toute réponse, ce leader du RCD, originaire de la région, lui aurait dit : « Comprenez mon cher que ce sont nos alliés dans cette guerre » (*Jua ndugu yangu, wale ni marafiki masaidizi zetu*)²⁵ ■

Léonard N'Sanda Buleli
Celat, université Laval, Québec

22. www.mondifo.com du mois de mars 2000.

23. Plusieurs meurtres n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes : dans un village, à 13 kilomètres de Kindu, sur la route de Kampene, pendant la retraite de l'armée rwandaise poursuivant les guerriers *mai-mai*, plusieurs personnes ont été tuées ; en juillet 1999, un officier congolais de police a été assassiné dans la localité de Kailo ; un jeune coupeur de noix de palme a été tué à l'aéroport de Kindu. Les coupables n'ont jamais été poursuivis.

24. S. Kichwa-Mayibwe, « Les génocides au Maniema sous la rébellion », *Courrier du Sud*, op. cit., p. 5.

25. Entretien avec Kipalapala, administrateur du territoire de Punia à Kindu en janvier 1999.